

conjoncture flash

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture luxembourgeoise

Légère baisse du pouvoir d'achat salarial en 2004

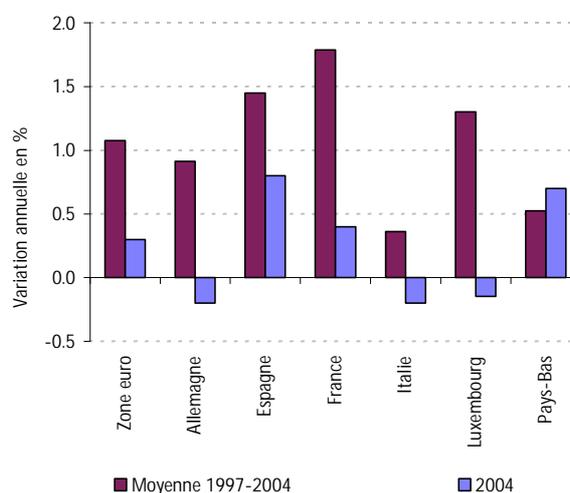
Le pouvoir d'achat salarial au Luxembourg a légèrement baissé, de 0.1%, en 2004. Ce résultat est issu de l'indice trimestriel du coût du travail horaire, harmonisé au niveau européen. Les coûts de la main-d'œuvre se définissent comme l'ensemble des dépenses supportées par les employeurs pour l'emploi de main-d'œuvre. Ils comprennent la rémunération des salariés, notamment les salaires et traitements en espèce et en nature, les cotisations sociales à la charge des employeurs ainsi que les subventions pour l'emploi. Ces données sont ensuite rapportées au nombre d'heures travaillées, afin d'assurer une comparabilité spatiale et temporelle.

Il est intéressant de juxtaposer ensuite l'évolution de la partie salariale du coût de la main-d'œuvre à celui de l'inflation. Si le salaire moyen augmente plus vite que l'inflation, on dit que le pouvoir d'achat salarial augmente. Le pouvoir d'achat salarial correspond à ce que l'on peut acheter en moyenne avec son salaire, il diffère du pouvoir d'achat global car il ne tient pas compte des revenus autres que ceux du travail ou des transferts sociaux.

Pour l'ensemble des pays de la zone euro, on considère l'IPCH (indice des prix harmonisés européen) pour corriger les données de l'inflation. Cependant, dans le cas du Luxembourg, l'IPCH est peu approprié, car il pondère exagérément les produits accisables comme les carburants et le tabac¹. La baisse de 0.1% évoquée pour le Luxembourg est donc obtenue en rapportant l'évolution du salaire moyen à l'IPCN (indice des prix à la consommation national) et non à l'IPCH (pour information, le résultat obtenu dans ce cas serait une baisse de 1.1%).

Précisons enfin que cet indicateur couvre l'industrie, la construction et la plupart des services marchands. On constate que depuis 1997, le pouvoir d'achat salarial a progressé de 1.3% par an en moyenne au Luxembourg. C'est un peu plus que le résultat enregistré au niveau de l'ensemble de la zone euro (1.1% sur la même période), mais inférieur à celui de la France (1.8%). L'année 2004 est la plus faible en terme de gain de pouvoir d'achat salarial sur la période considérée, à la fois pour la zone euro et pour le Luxembourg.

Evolution du pouvoir d'achat salarial



Sources: Eurostat, STATEC

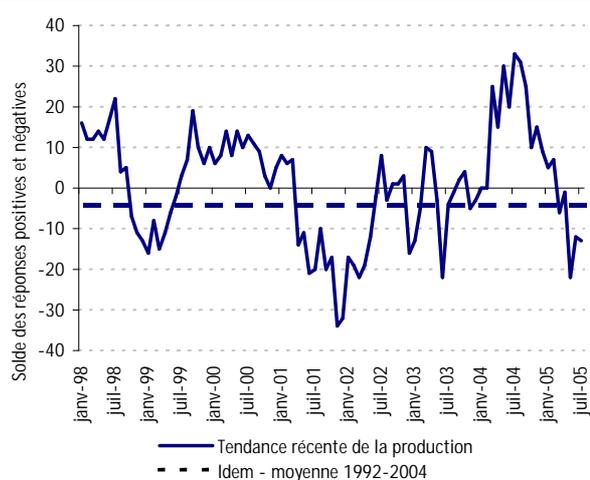
Notons toutefois que dans le champ de cet indice, les services publics ainsi que certains services marchands, reliés aux domaines de l'éducation, de la santé ou des services personnels sont exclus; leur prise en compte pourrait modifier quelque peu les résultats obtenus.

Sur le territoire national, l'évolution par branches révèle de fortes disparités. Les grands gagnants en terme de pouvoir d'achat salarial sur l'année 2004 sont les salariés de l'industrie énergétique (+5.3%), de l'industrie de produits d'extraction (+2.2%), de l'Horeca (+1.4%) et des services financiers (+1.0%). A l'inverse, les évolutions les moins favorables concernent les salariés des services immobiliers, de location et aux entreprises (-2.2%), du commerce (-1.1%), des transports et communications (-0.3%) et de l'industrie manufacturière (-0.2%).

¹A ce propos, lire notamment l'encadré "Inflation: comparaison entre le Luxembourg et la zone euro", dans la Note de Conjoncture 2004-3, pp. 50-52, STATEC.

Industrie

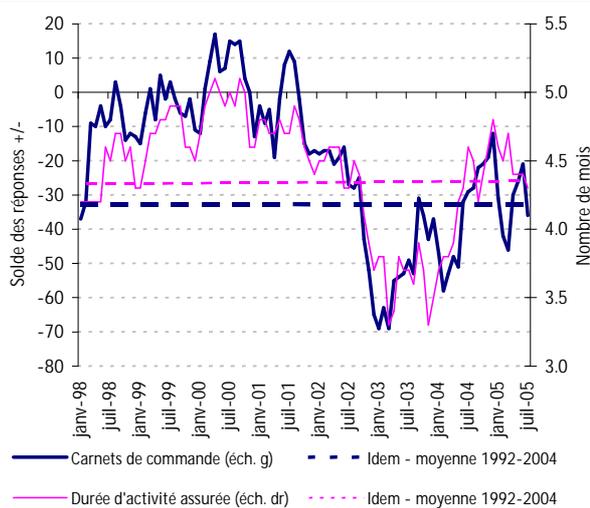
Enquête de conjoncture Industrie



Source: STATEC

Construction

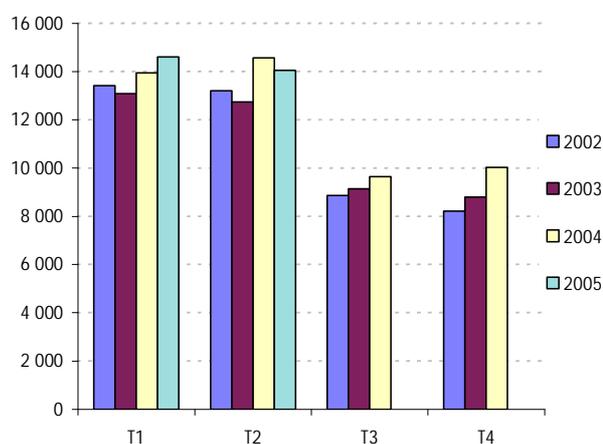
Enquête de conjoncture Construction



Source: STATEC

Commerce

Nouvelles immatriculations de voitures*



* Voitures particulières, commerciales et utilitaires

Source: STATEC

Opinions pessimistes sur le début du 3^{ème} trimestre

Le sentiment des industriels sur la production du mois de juillet 2005 reste au niveau faible observé le mois précédent. Ce résultat n'est pourtant pas homogène à travers les différentes industries. Alors que le moral s'est détérioré au niveau de l'"Industrie du papier, Edition et imprimerie" et de la "Fabrication d'équipements électriques, de mesure et de contrôle", il s'est amélioré au niveau du "Travail des métaux", des "Industries alimentaires – Industrie du tabac" et du "Travail du bois et fabrication d'articles de bois".

Aussi les perspectives d'évolution de la production (solde des réponses positives et négatives -7 en juillet contre -2.6 sur la période allant de 1992 à 2004) et celles de l'emploi (-39 en juillet contre -28.5 sur la période allant de 2002 à 2004) sont relativement pessimistes.

Seul l'état du carnet de commandes est jugé plus favorable en juillet qu'en juin, mais reste avec un solde d'opinion de -30 largement en-dessous de sa moyenne de long terme (-16.6 sur la période allant de 1992 à 2004).

Tendance moins bonne pour le génie civil

D'après les chiffres de l'enquête d'opinion de juillet, les professionnels de la construction sont moins optimistes pour le troisième trimestre 2005.

Leur appréciation du carnet de commande retombe en-dessous de la moyenne de long terme (solde des réponses positives et négatives: -36 en juillet contre -21 en juin et -32 sur la période allant de 1992 à 2004). Aussi, la durée d'activité assurée, passe à 4.3 mois, après avoir stagné à 4.4 mois sur les trois mois précédents.

C'est surtout au niveau du génie civil que la situation s'est détériorée. L'appréciation du carnet de commandes passe de -38 (solde des réponses positives et négatives) en juin à -66 en juillet et la durée d'activité assurée passe de 4.0 mois en juin à 3.8 mois en juillet. Au niveau du bâtiment, l'appréciation du carnet de commandes ne s'est que légèrement détériorée (de -8 en juin à -13 en juillet) et la durée d'activité assurée s'est même allongée (de 4.7 mois en juin elle est passée à 4.8 mois en juillet).

Moins de nouvelles immatriculations au 2^{ème} trimestre

Avec 14 059 voitures nouvellement immatriculées au Grand-Duché au 2^{ème} trimestre 2005, ce sont quelque 500 véhicules de moins que l'an passé qui ont trouvé preneur.

La progression moindre des nouvelles immatriculations observée lors du premier trimestre marquait déjà un ralentissement par rapport à une très bonne année 2004. Ce nouveau résultat rompt avec une croissance continue sur 7 trimestres.

Cependant, les nouvelles immatriculations du 2^{ème} trimestre 2005 restent sur un niveau relativement élevé, surtout en comparaison des années 2002 et 2003.

Loin de constituer un repli spectaculaire, ces résultats témoignent d'un mouvement de stagnation des nouvelles immatriculations (+0.6% sur l'ensemble du premier semestre 2005), en ligne avec une consommation des ménages moins dynamique.

Secteur financier et autres services marchands

Comptes de profits et pertes au 30 juin 2005

	2004	2005	Variation
	En Mio EUR		En %
Marge d'intérêts	1 748	1 851	5.9
Revenus de commissions	1 283	1 372	6.9
Autres revenus nets	358	409	14.4
Produit bancaire	3 390	3 632	7.2
Frais de personnel	789	833	5.6
Autres frais généraux	726	727	0.2
Frais généraux	1 515	1 561	3.0
Résultat avant provisions	1 875	2 072	10.5

Source: CSSF (résultats provisoires)

Activité soutenue dans le secteur financier

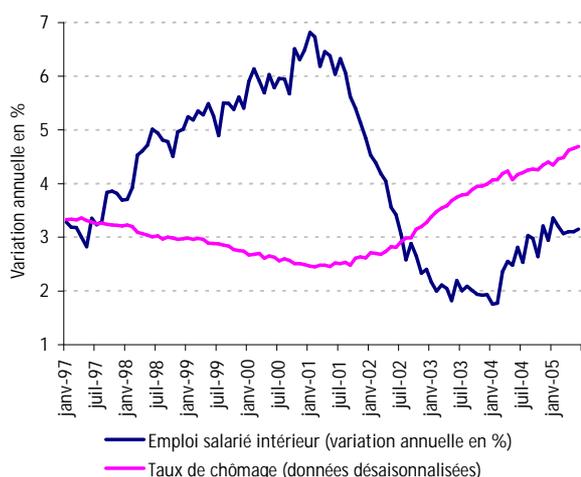
D'après les chiffres provisoires communiqués par la CSSF (voir tableau ci-contre), le résultat brut avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois progresse à l'issue du mois de juin de plus de 10% par rapport au premier semestre 2004.

Les revenus sur commissions progressent toujours et la marge sur intérêt présente enfin une orientation positive en variation annuelle (et ce malgré la faiblesse persistante des taux d'intérêt). A noter également la croissance relativement forte des frais de personnel, signe d'une meilleure conjoncture pour l'emploi du secteur bancaire.

Du côté des OPC, les résultats disponibles fin mai montrent une progression dynamique des actifs nets (+4.2% sur un mois, +21.5% sur un an), soutenus notamment par la hausse des principaux marchés boursiers.

Marché du Travail

Emploi et chômage



Sources: ADEM, IGSS, STATEC

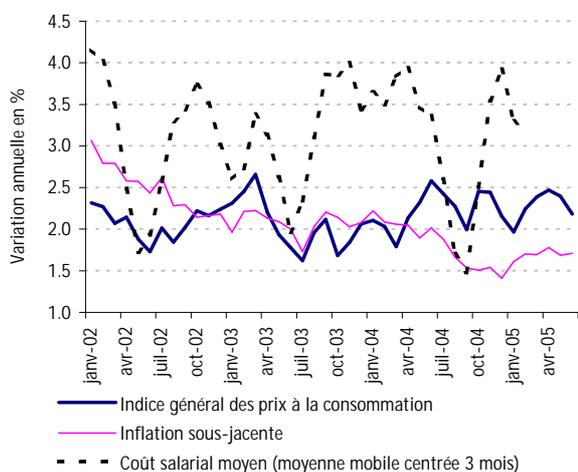
Taux de chômage désaisonnalisé à 4.7% en juin 2005

En juin 2005, 9 227 personnes (4.4% de la population active) ont été inscrites à l'ADEM contre 9 441 (4.5%) en mai. Après quelque +11% de croissance annuelle sur les derniers mois, le nombre de chômeurs a ré-accélééré en mai (+17%) et en juin (+15%). Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières reste à 4.7%. Si l'on tient également compte des personnes en mesure pour l'emploi – taux de chômage au sens large – le nombre total de demandeurs passe de 12 929 personnes (6.1% de la population active) en mai à 12 737 (6.0%) en juin.

Au premier trimestre 2005, l'emploi salarié intérieur a progressé de 3.2% sur un an, contre 2.9% le trimestre précédent. Hors travail intérimaire, la hausse n'est pourtant que de 2.9% (2.8% au 4^{ème} trimestre 2004). Ce sont surtout les travailleurs frontaliers (+5.8% au 1^{er} trimestre 2005 contre +5.2% trois mois plus tôt) qui sont à l'origine de cette accélération, le nombre des travailleurs résidents continuant à progresser de 1.5%.

Inflation - Salaires

Indices des prix et coût salarial



Sources: STATEC, IGSS

Le taux d'inflation recule à 2.2% en juin

Au mois de juin 2005, l'indice des prix à la consommation, n'a connu qu'une évolution très faible de +0.05%.

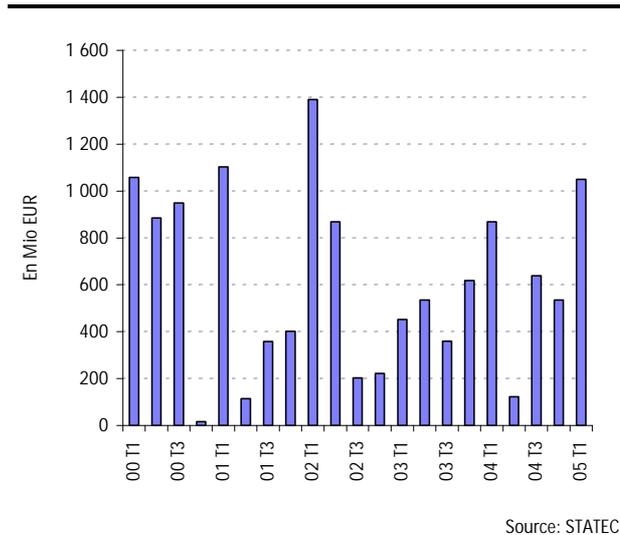
La stabilité est à attribuer en premier lieu aux prix pétroliers, qui ont affiché du 1^{er} mai au 1^{er} juin un recul de 2.1%. Les nouvelles hausses intervenues par la suite se répercuteront seulement dans l'indice du mois de juillet. Les prix de l'ensemble des autres biens et services ont connu de mai à juin une progression modérée de 0.16%.

En raison de la faible progression mensuelle, le taux d'inflation sur douze mois est retombé de 2.39% en mai à 2.18% en juin, soit en-dessous du niveau du mois de février. Le taux sur douze mois de l'inflation sous-jacente s'est maintenu à 1.7%.

Le niveau élevé des prix pétroliers au cours des dernières semaines rend un dépassement de la cote d'échéance en septembre ou en octobre très probable. L'indexation des salaires surviendrait alors en octobre ou en novembre 2005.

Relations extérieures

Excédent de la balance courante



Balance des paiements: augmentation du solde courant

La balance courante du premier trimestre 2005 s'est soldée par un excédent de 1.1 Mia EUR, contre 0.9 Mia EUR au premier trimestre 2004. Cette évolution s'explique essentiellement par une nette amélioration du solde des échanges internationaux de services (passant de 2.3 à 2.7 Mia EUR) et notamment par la très bonne performance en matière de gestion d'organismes de placement collectif ainsi que par une amélioration des soldes des services de transport et des services informatiques et de l'information. En revanche, tous les autres soldes partiels (échanges de biens, revenus et transferts courants) ont accusé une aggravation des déficits respectifs.

L'aggravation du solde commercial (-0.56 Mia EUR au 1^{er} trimestre, contre -0.47 Mia EUR un an auparavant) est notamment attribuable au renchérissement de la facture pétrolière et au ralentissement des exportations de produits sidérurgiques.

Tableau de bord

	sept-04	oct-04	nov-04	déc-04	janv-05	févr-05	mars-05	avr-05	mai-05	juin-05	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité												
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	6.7	4.7	4.1	6.6	6.4	7.0	2.9	4.5	...	...	4.7	6.2
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume ¹	-2.5	-5.7	-3.5	-11.4	10.8	-9.8	-11.6	-4.3	...	...	-8.5	1.4
Chiffre d'affaires en volume du commerce au total	1.6	0.7	5.7	0.2	7.7	4.2	4.3	1.6	...	...	3.4	5.9
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail	0.5	-2.8	1.6	5.4	-0.7	-1.6	3.1	-2.4	...	...	-0.3	2.5
Prix, salaires												
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.0	2.5	2.4	2.2	2.0	2.2	2.4	2.5	2.4	2.2	2.3	2.3
Inflation sous-jacente	1.5	1.5	1.5	1.4	1.6	1.7	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7	2.0
Prix pétroliers	13.4	28.9	27.0	22.5	12.0	16.9	20.7	19.0	18.2	13.4	16.8	11.6
Indice des prix à la production industrielle	15.1	14.6	15.6	17.0	18.0	16.4	13.9	8.9	6.7	...	9.8	5.5
Indice des prix à la construction ²	2.9	3.6	3.6	3.6	3.4	3.4	3.4	3.3	3.3	3.3	3.3	2.3
Coût salarial moyen, par mois et par personne	0.4	2.5	4.6	3.5	3.6	2.8	3.1	...	...	...	3.1	3.5
Commerce extérieur												
Exportations de biens en valeur	19.2	8.1	23.4	20.6	17.7	5.3	0.6	2.8	...	...	2.8	3.6
Importations de biens en valeur	14.4	7.4	21.5	15.5	10.0	4.2	-5.8	-16.4	...	...	4.3	13.2
Emploi, chômage												
Emploi salarié intérieur	3.0	2.6	3.2	2.9	3.4	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	2.6
Emploi national	1.6	1.5	1.7	1.5	1.7	1.6	1.6	1.7	1.6	1.7	1.6	1.3
Taux de chômage (en % de la population active)	4.2	4.3	4.4	4.5	4.7	4.8	4.5	4.6	4.5	4.4	4.5	4.0

Source: STATEC

Les données en italique sont des estimations

¹ Nouvelle série à partir de 2003

² Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2004 T4	2005 T1	Prévision 2005 T2		Prévision 2005 T3	
			Min	Max	Min	Max
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.2	0.5	0.1	0.5	0.2	0.6
	Variation annuelle en %					
	2003	2004	Prévision 2005		Prévision 2006	
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	2.9	4.5	3.0		4.0	
PIB en valeur 2004: 25 664 Mio EUR	Salaire minimum mensuel (depuis le 01/01/2005): 1 466.77 EUR					
Indice des prix à la consommation (06/2005) - base 1er janvier 1948: 682.17	Moyenne semestrielle de l'indice raccordé au 1er janvier 1948: 677.87					
Balance courante (2005 - premier trimestre): 1 049 Mio EUR	Population résidente (1/1/2005): 455 000					

Service central de la statistique
et des études économiques
B.P. 304
L-2013 Luxembourg
Tél. 478-1 Fax 46 42 89
E-mail: info@statec.etat.lu
Internet: www.statistiques.public.lu

Pour en savoir plus:
Pascale Armstrong
Tél. 478-4234
E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu
Véronique Sinner
Tél. 478-4228
E-mail: Veronique.Sinner@statec.etat.lu